



1. Le coup d'État technique par lequel les pouvoirs du président absent sont redirigés du Premier ministre vers M. Ngoh Ngoh a œuvré en faveur du séparatisme ouest-camerounais. Non seulement le rôle public du premier ministre plus empathique et charismatique est minimisé, mais on rapporte qu'il a été tenu dans l'ignorance des négociations avec les séparatistes. On rapporte que le ministre de la Justice méprise le premier ministre et que, par conséquent, aucune libération pacifique de prisonniers anglophones non violents ne pourrait être discutée. Ce traitement méprisant du Premier ministre anglophone vise à atteindre un sommet grâce à une enquête anticipée sur l'utilisation des fonds COVID, où il a plutôt dû recevoir des ordres de M. Ngoh Ngoh. Dans le processus, le premier ministre devrait se déclarer comme un élève mécréant à un jeune ministre de la Justice agissant en tant que maître d'école tout-puissant.

2. La réaction séparatiste à ce drame est une réaction amusante. Leur évaluation est que rien ne peut résulter de notre union avec le Cameroun oriental; toutes les nominations de haut niveau des anglophones sont une vitrine. Ils soutiennent en outre que le projet commun d'assimilation et de marginalisation ne peut être inversé. Les partisans du Cameroun occidental d'un Cameroun uni sur la base d'une démocratie constitutionnelle multipartite sont laissés sans arguments. Dans ce coup d'État technique au sommet de l'État, il est démontré que la constitution ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite. C'est une constitution qui souffre déjà de la suppression illégale du système fédéral de gouvernement. On peut donc soutenir que les promoteurs les plus déterminés de la séparation par une guerre interminable se

trouvent à Etoudi.

3. Grâce à une alliance spéciale entre le président par intérim de facto et le mercenaire israélien commandant le BIR, il est entendu qu'une guerre prolongée est financièrement rentable pour ceux qui vendent du matériel de guerre. Les guerres internes sont, par nature, des guerres prolongées et donc très rentables du point de vue de ceux qui vendent du matériel de guerre et de la logistique. En se présentant comme le président par intérim «qui gère le pays», celui qui écarte le Premier ministre pense que la communauté internationale va accepter l'inéluctabilité de sa présidence. Il est allégué que le président par intérim de facto a dit un jour ce qu'il pense souvent: "Paul Biya est un fainéant et son obsession c'est de rester au pouvoir".

4. Il n'est pas vrai que M. Dion Ngute ait une solution parfaite pour le conflit du Cameroun occidental ou qu'il ait présenté des réformes qui signalent une position réformatrice du parti répressif et incompetent RDPC. Tout homme politique de ce parti a beaucoup de choses à convaincre avant que les Camerounais puissent voir un engagement crédible pour faire avancer le pays. Mais il est vrai que pour réduire le séparatisme dans l'ouest du Cameroun, il faut un responsable gouvernemental empathique et charismatique. Un tel fonctionnaire ne peut pas compter sur son charisme mais doit être capable de traduire ce qu'il entend et les promesses qu'il fait en actions. Le Cameroun occidental a des demandes claires qui se résument à la restauration du système fédéral de gouvernement avec des droits supplémentaires, une commission vérité / justice / réconciliation pour faire face aux récents crimes de guerre et un groupe de travail pour corriger des décennies de marginalisation économique / culturelle. Tout au long du conflit au Cameroun occidental, M. Biya n'a pas fait preuve de cette empathie et de ce charisme. Surtout, il a confirmé son caractère d'homme politique trompeur à travers son dialogue national imposé par la France. Il excelle dans le déploiement de solutions cosmétiques à des problèmes complexes.

5. Comme l'a démontré sa visite dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en mai 2019, M. Dion Ngute a rayonné les qualités d'un leader empathique et charismatique. Mais ce qui s'est passé à son retour à Yaoundé est une démonstration qu'il est sans pouvoir. S'il a une conscience, alors il est aussi torturé que n'importe quel autre Camerounais occidental qui ne peut pas comprendre le système de mensonges et d'incompétence utilisé pour gouverner le Cameroun.

6. On raconte que pour tenter de se prouver en tant qu'homme en charge du Cameroun, l'imposteur par intérim a mis en place la médiation suisse et s'est engagé dans un conflit complexe pour lequel il n'est guère apte à aider. Ce comportement a réduit toute confiance des partenaires internationaux en Suisse. On dit que M. Dion Ngute a été tenu dans l'ignorance du processus. Le message subtil est qu'en ce qui concerne le Cameroun occidental, nous ne pouvons pas faire confiance à un Camerounais occidental, même si tel devait être le président, pour négocier une solution durable.

7. Dans la gestion de la pandémie de COVID, les critiques féroces du gouvernement concéderaient que le Premier ministre et le ministre de la Santé ont fait un travail raisonnable pour empêcher le virus de se propager de manière extravagante au cours de la première vague. Il est raisonnable de dire que les deux ont présenté un visage quelque peu empathique et bien informé du gouvernement. Mais afin de masquer la mauvaise direction des fonds COVID

vers les règlements de dette internes et les contractants COVID douteux, le travail de ces deux a été limité. Un groupe de travail d'un imposteur de visage robotique a remplacé cette dynamique.

8. Rien ne réjouit encore plus les séparatistes du Cameroun occidental que le manque de respect envers le Premier ministre par les soi-disant «ministres d'État» du cabinet qui se considèrent supérieurs au premier ministre. Il est allégué que le «ministre d'État» chargé de la justice méprise le premier ministre anglophone; il n'assiste pas aux réunions du cabinet convoquées par le Premier ministre. Une désescalade du conflit dans l'ouest du Cameroun aurait pu provenir de la collaboration du Premier ministre avec le ministère de la Justice. Il y a des centaines à des milliers de jeunes maintenant en prison depuis de nombreuses années sans procès. Bien qu'il ne soit pas clair que le président par intérim imposteur ait attribué un budget important au Premier ministre, le même stratagème utilisé pour envoyer l'autre Premier ministre anglophone Inoni et l'ambitieux Marafa en prison est en train d'être mobilisé contre certains ministres. Qu'est-ce que Schadenfreude serait à l'honorable «ministre d'État» chargé de la justice avancée de degré supérieur, de passer personnellement sous silence l'enquête sur la répartition indamissable du prêt COVID du FMI entre les ministres tremblants? Ce doit être un plaisir de voir ces ministres se présenter comme des écoliers mécréants appelés au bureau du directeur pour des crimes punissables. Non pas que la mauvaise gestion doive être tolérée, mais lorsque nous commençons par absoudre l'imposteur du président intérimaire du crime d'utiliser près d'un tiers des fonds COVID pour le service de la dette interne, nous exposons notre manque de crédibilité et notre penchant pour le bouc émissaire.

Si l'actuel Premier ministre n'a pas pu changer la trajectoire du conflit séparatiste dans l'ouest du Cameroun, c'est parce qu'il a été mis à l'écart dans ce que l'on peut appeler un coup d'État technique. Que ce Premier ministre anglophone soit traité avec dédain et manque de respect par les «ministres d'État» ne peut être célébré que par les séparatistes comme une preuve tangible que les partisans d'un Cameroun uni sont des rêveurs oisifs. Les séparatistes soutiennent qu'une démocratie constitutionnelle multipartite n'est pas possible dans un Cameroun uni. Comment souhaitons-nous que les séparatistes se trompent? Mais comment peuvent-ils l'être quand le président frappé d'incapacité et une clique de «ministres d'État» sont au-dessus de la loi et se moquent des nominations de vitrines des camerounais occidentaux? Dieu sauve le Cameroun et épargne-nous le cancer des imposteurs et l'arrogance des «ministres d'État».

English Cameroon for a united Cameroon
May 16, 2021